

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 3 juillet 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

PASSENAUD Recyclage

Allée Perrines

ZA Plagué

35500 Vitré

Code AIOT : 0005501570

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/06/2023 dans l'établissement PASSENAUD Recyclage implanté Allée des Perrines ZA Plagué 35500 Vitré. L'inspection a été annoncée le 07/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PASSENAUD Recyclage
- Allée des Perrines ZA Plagué 35500 Vitré
- Code AIOT : 0005501570
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Passenaud est autorisée par arrêté préfectoral du 23 juillet 2009 à exploiter un centre de tri transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux ainsi que des installations de

dépollution de véhicules hors d'usage à Vitré.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Surveillance des rejets aqueux et respect des valeurs limites d'émission
- Entretien des dispositifs de traitement et traçabilité
- dépollution des véhicules hors d'usage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
10	Valeurs limites d'émission des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 23/07/2009, article 4.3.12	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Dépollution des VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.	/	Sans objet
3	Valeurs limites de rejet.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31	/	Sans objet
6	plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 23/07/2009, article 4.2.2	/	Sans objet
8	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 23/07/2009, article 4.3.4	/	Sans objet
9	Eaux pluviales non polluées	Arrêté Préfectoral du 23/07/2009, article 4.3.10	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	/	Sans objet
4	Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 33	/	Sans objet
5	— Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des v...	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > III.	/	Sans objet
7	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 23/07/2009, article 4.2.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 22 juin 2023 a conduit à constater le non respect de certaines valeurs limites d'émission dans les rejets aqueux de l'établissement.

De plus, une meilleure traçabilité des mesures de suivi et d'entretien des dispositifs de traitement des eaux doit être mise en place et l'efficacité des mesures correctives doit être vérifiée dès leur mise en oeuvre.

En outre, le suivi actuel des rejets doit être complété par l'analyse de l'ensemble des paramètres qu'impose la réglementation. Enfin, le retrait systématique des éléments filtrants (filtres à huile, filtre à carburant) lors de la dépollution des véhicules hors d'usage n'est pas démontré.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur. Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : <ul style="list-style-type: none">- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.
Constats : L'inspection a plus particulièrement examiné les conditions d'entreposage des tournures d'usinage susceptibles de contenir des huiles de coupe. Il a été constaté qu'elles sont entreposées, à l'abri des intempéries, dans le hangar situé au nord-ouest du site. Il n'a pas été constaté de trace d'écoulement au sol. La présence d'une petite benne contenant ce type de déchets a néanmoins été constatée dans la zone centrale du site, sur une zone non couverte. L'inspection n'a pas constaté la présence d'écoulement. L'exploitant a expliqué qu'elle venait d'être déposée et qu'elle allait être mise à l'abri. > Ce type de déchets doit être entreposé immédiatement sous abri, dès réception.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Rejet des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a communiqué à l'inspection les justificatifs correspondant aux opérations d'entretien réalisées en octobre 2021 et octobre 2022 sur la station de traitement ainsi que les bordereaux de suivi de déchets correspondants. Les volumes figurant sur les bons d'intervention de la société réalisant les entretiens correspondent aux volumes totaux pompés, y compris les eaux qui sont ensuite réintroduites dans les cuves enterrées et la station de traitement. Ceci explique les différences constatées entre les quantités pompées et les quantités de déchets traitées.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : pH 5,5 — 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; température < 30 °C ;</p> <p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration : Matières en suspension : 600 mg/l ; DCO : 2 000 mg/l ; DBO5 : 800 mg/l.</p> <p>Les valeurs limites spécifiées aux points a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.</p> <p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :</p> <p>Matières en suspension : 35 mg/l.</p> <p>DCO : 125 mg/l ;</p> <p>DBO5 : 30 mg/l.</p> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain,</p> <p>Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;</p> <p>Plomb : 0,5 mg/l ;</p> <p>Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ;</p> <p>Métaux totaux : 15 mg/l.</p> <p>Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al. Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'examen des rapports d'analyses réalisés sur les rejets aqueux montre que les paramètres suivants, avec leurs seuils respectifs ainsi définis ne sont pas pris en compte : Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; Plomb : 0,5 mg/l ; Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ; Métaux totaux : 15 mg/l.</p>
> L'exploitant doit compléter la liste des paramètres analysés dans les rejets aqueux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 33
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 30 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que la prestation de prélèvement est confiée au bureau d'études label environnement (72). L'exploitant a indiqué que le cahier des charges remis au prestataire prévoit deux prélèvements espacés de 30 minutes.</p> <p>> L'exploitant transmet à l'inspection les deux derniers comptes-rendus d'intervention de la société Label Environnement établis à l'issue des prélèvements dans les rejets aqueux.</p> <p>Insatisfait par les prestations de ce bureau d'études, l'exploitant a précisé s'être récemment équipé de mallettes réfrigérées afin de pouvoir désormais procéder par ses propres moyens aux prélèvements. Ces derniers seront ensuite expédiés à un laboratoire agréé pour analyses.</p> <p>L'exploitant a confirmé à l'inspection que le prélèvement doit être réalisé lors d'un épisode pluvieux, puis conditionné, selon un protocole rédigé en accord avec le laboratoire d'analyses, mais pas par déclenchement d'un écoulement forcé depuis la station de traitement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des v...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41 > III.
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules sont entreposés à l'abri des intempéries. Les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesses, moteurs...) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection n'a pas constaté, lors de la visite, l'entreposage de pièces grasses hors conteneurs étanches. La vérification n'a pas été exhaustive.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2009, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan des points d'eau, canaux, cours d'eau, égouts situés à proximité de l'établissement ainsi qu'un schéma de tous les réseaux du site sont établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils ont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (implantation des bacs de disconnexion ou de tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,..) - les secteurs collectés et les réseaux associés - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le plan des réseaux.</p> <p>Le réseau d'alimentation n'apparaît pas ainsi que les dispositifs de protection.</p> <p>En outre, il ne fait pas apparaître les modifications intervenues sur le réseau de collecte des eaux de pluviales de toiture du hangar Nord. La visite a d'ailleurs permis de visualiser 3 tampons, au droit de la station, non signalés et que l'exploitant n'identifiait pas précisément, à l'intérieur de son site. A notre demande, il a ouvert le tampon où sont effectués les prélèvements.</p> <p>> L'exploitant doit compléter et mettre à jour le plan des réseaux aqueux.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2009, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents où produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un curage annuel des réseaux est réalisé.</p> <p>> Compte tenu des dépassements constatés, l'exploitant doit s'interroger sur la suffisance de la fréquence de nettoyage retenue.</p> <p>La visite autour de l'étang, exutoire du rejet de l'établissement, n'a néanmoins pas conduit à identifier de trace de pollution en surface du plan d'eau, le jour de la visite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2009, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le séparateur d'hydrocarbures sera entretenu régulièrement (une fois par semaine par le responsable du site et tous les deux à trois mois par une société spécialisée, en fonction du niveau de remplissage). Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le mode opératoire de la maintenance de la station de traitement.</p> <p>Outre des opérations à réaliser au moins une fois par an, il prévoit des opérations à réaliser tous les mois (vérification des différentes couches de filtration, vérification du bon fonctionnement du dispositif optique et acoustique combiné de détection de couches de boues, d'hydrocarbures et de niveau haut). L'exploitant a indiqué que les opérations mensuelles sont bien réalisées mais leur traçabilité n'est pas formellement assurée.</p> <p>Il a ajouté que lors du constat du dépassement de valeur limite d'émission, des mesures correctives sont mises en oeuvre. Néanmoins, elle ne font pas, non plus l'objet d'une traçabilité formalisée.</p> <p>> L'exploitant n'assure pas, au travers d'un registre, la traçabilité des opérations d'entretien et incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, des dispositions prises pour y remédier, ni des résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. En conséquence, l'inspection engage l'exploitant à mettre en place un registre garantissant la traçabilité de l'ensemble des opérations d'entretien préventif de la station de traitement des eaux.</p> <p>Lors de l'inspection, les différentes alarmes visuelles présentes sur le tableau de commande de la station de traitement n'étaient pas en défaut.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 9 : Eaux pluviales non polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2009, article 4.3.10
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales non polluées (eaux de toiture) collectées dans les installations sont rejetées dans le milieu naturel sans traitement préalable, dans les limites autorisées par le présent arrêté.
Constats : Selon le plan des réseaux dont dispose l'exploitant (version de janvier 2016), les eaux pluviales de toiture du hangar nord rejoignent le réseau de collecte des eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées avant traitement dans la station interne, laissant une suspicion quant à leur effet de dilution. L'exploitant a indiqué que le plan n'est pas à jour et que des travaux de séparation des réseaux ont bien été réalisés en 2017/2018, sans être en mesure de le justifier. <p>> Outre la mise à jour du plan des réseaux, l'exploitant transmettra les justificatifs des travaux réalisés afin de démontrer que les eaux pluviales de toiture du hangar nord rejoignent désormais le réseau public de collecte des eaux pluviales de toiture.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 10 : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2009, article 4.3.12

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Paramètre	Valeurs limites d'émission
Température	< 30° C
pH	compris entre 5,5 et 8,5
Hydrocarbures	10 mg/l
DBO 5	100mg/l
DCO	120 mg/l
MES	35 mg/l

L'arrêté ministériel du 26/11/2012 applicable aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2712 impose une valeur limite d'émissions de 35 mg/l pour le paramètre DBO5.

Constats :

L'exploitant a présenté les résultats d'analyses réalisées en 2021 et 2022.

La concentration en DCO mesurée dans le prélèvement du 02/11/2021 est de 175 mg/l pour une valeur limite d'émission fixée à 120 mg/l (A noter que l'opération d'entretien annuel était récente puisque réalisée à mi-octobre 2021)

La concentration en MES mesurée dans le prélèvement du 09/11/2022 est de 110 mg/l pour une valeur limite d'émission de 35 mg/l (opérations d'entretien annuel, récentes également en octobre 2022).

Des dépassements ont donc été mesurés alors que des opérations d'entretien avaient été réalisées récemment, au niveau de l'ouvrage de traitement. Il n'a pas été réalisé par la suite d'analyses jusqu'à l'entretien annuel suivant.

De manière générale, la réalisation de la mesure annuelle dans les semaines suivant l'entretien annuel ne peut être considérée comme représentative du fonctionnement des dispositifs de traitement. En effet, il est régulièrement constaté pour ce site des dépassements aussitôt après l'entretien annuel. Ainsi, même dans le cas de rejet conforme, il est permis d'émettre des réserves sur le maintien de la conformité des rejets jusqu'à l'entretien annuel suivant.

L'exploitant a indiqué qu'en situation de dépassement des mesures correctives sont engagées.

Pour autant, elles ne font pas l'objet d'une traçabilité (déjà évoqué dans le cadre de l'examen du respect de l'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral du 23/07/2009 qui prescrit pourtant la tenue d'un registre spécial sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé).

L'inspection a indiqué qu'en l'absence de nouvelles analyses sur les rejets après mise en œuvre des mesures correctives, rien ne permet de garantir un retour à la normale

S'agissant des paramètres contrôlés, cet aspect a été abordé dans le cadre de l'examen du respect de l'article 31 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigels, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ; - les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 36 du présent arrêté ; - le verre est retiré ; - les composants volumineux en matière plastique sont démontés ; - les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ; - les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ; - les pneumatiques sont démontés ; - les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure et la/les batterie(s) ; - les pots catalytiques sont retirés. <p>Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage si leur réutilisation le rend nécessaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'une station mobile de dépollution disposant des moyens techniques permettant de dépolluer les véhicules, le jour de la visite. Des contenants destinés aux différents fluides retirés ainsi qu'un fût de stockage des filtres sont présents et sont placés sur rétention.</p> <p>Les véhicules dépollués en attente d'expédition vers l'installation de broyage étant empilés et partiellement écrasés au niveau de la zone d'entreposage du platin (donc en état d'équilibre instable), l'inspection n'a pas été en mesure de procéder à un contrôle approfondi de la dépollution de ces véhicules. Cependant, il a été constaté la présence d'un filtre à huile sur le moteur d'un de ces véhicules hors d'usage.</p> <p>> lors des opérations de dépollution, tous les éléments filtrants doivent être retirés.</p> <p>Selon les déclarations annuelles effectuées sur la plateforme Gerek, les quantités annuelles de filtres expédiées ont été les suivantes :</p> <p>2022 : pas d'expédition (VHU traités : 1183 selon syderep)</p> <p>2021 : expédition de 0,106 tonnes de filtres à huile (VHU traités : 1413)</p> <p>2020 : pas d'expédition (VHU traités : 1064)</p> <p>2019 : pas d'expédition (VHU traités : 1384)</p> <p>Sur les quatre dernières années, selon Gerek, seule 0,106 tonnes de filtres à huile ont été expédiées. Même si certains VHU pris en charge sur le site ne disposent plus de moteur à leur</p>

arrivée, cette faible quantité n'est pas cohérente avec l'obligation qui est faite à l'exploitant de retirer les éléments filtrants lors des opérations de dépollution.

A noter par ailleurs que l'exploitant ne mentionne que l'expédition de filtres à huiles sur gerep. L'élimination des filtres à carburants n'est pas évoquée. Le constat réalisé conduit à émettre de sérieuses réserves sur le fait que le retrait des éléments filtrants est réalisé de façon systématique sur les VHU lors de la dépollution.

> Compte tenu des éléments précédents, l'exploitant doit vérifier la cohérence des données renseignées sur GERE de 2019 à 2022. Dans le cas où les données relatives à l'expédition des filtres à huiles et des filtres à carburant seraient erronées, il transmettra à l'inspection les bordereaux de suivi de déchets de 2019 à 2022 démontrant que les éléments filtrants (filtres à huiles et filtres à carburant) sont bien retirés lors des opérations de dépollution.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois